

Zeitschrift: Heimatschutz = Patrimoine
Herausgeber: Schweizer Heimatschutz
Band: 85 (1990)
Heft: 1

Vereinsnachrichten: Intern = Interne

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

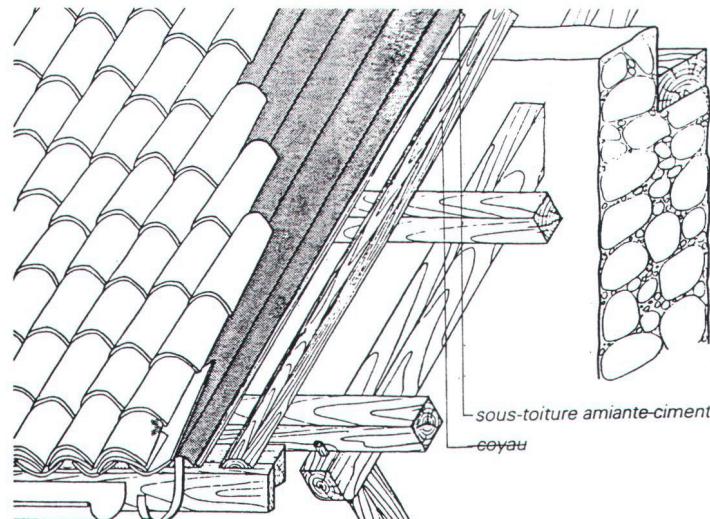
de maintenir, dans son aspect, le système de couverture existant. Le poids du matériau de couverture se trouve également notablement réduit, ce qui permet de soulager certaines charpentes dont plusieurs pièces fléchissaient par trop. Toutefois, rien ne remplace une *restauration* effectuée dans toutes les règles de l'art. Dans un tel cas, toutes les tuiles doivent être déposées. Les pièces réutilisables sont alors complétées par des pièces nouvelles, que le couvreur disposera selon un dosage habile pour donner à la toiture un aspect harmonieux. Les *chevrons* (ou lattis) de forme triangulaire seront remplacés généralement, et les pièces maîtresses de la charpente réparées. Seule cette solution permettra de conserver au toit certaines inégalités inhérentes à ce système traditionnel de couverture, ainsi que, fréquemment, les mouvements de déformation qui traduisent en fait l'histoire de l'édifice et du matériau.

Un élément charmant

Il convient également de rappeler que les problèmes d'étanchéité ne doivent pas rester la seule préoccupation des propriétaires et des architectes. Une *ventilation* est bien

entendu indispensable, et le principe d'une toiture froide est généralement à recommander dans de tels cas. La tuile courbe est un système de couverture qui possède un certain charme probablement dû à son aspect assez rustique. Les grands pans de toiture à faible pente qui la caractérisent contribuent beaucoup au *caractère de certains paysages ruraux* de notre terroir. De même elle est indissociable de l'architecture de plusieurs édifices monumentaux et elle se compose admirablement bien avec la pierre. Dans notre pays, elle n'est présente que dans quelques régions périphériques, compte tenu des contraintes climatiques et de la forte pente des toits, qui dépasse souvent la cote de 35° au-delà de laquelle il n'est plus possible d'utiliser de la tuile courbe. Dans les régions où elle a été conservée jusqu'à nos jours, principalement pour des bâtiments villageois ou ruraux, il est important de la maintenir. Comme d'autres éléments d'architecture, elle témoigne de *particularités de notre histoire* et nous rappelle l'évolution et la diversité des matériaux qui ont été employés dans nos régions.

Pierre Baertschi



En cas de reconstruction, on introduit souvent une couverture intermédiaire grâce à laquelle la toiture de tuiles rondes est mieux isolée, mais sans que son aspect extérieur en souffre.

Bei Rekonstruktionen wird häufig ein Unterdach eingesetzt, womit das Rundziegeldach besser isoliert, seine äußere Erscheinung aber nicht beeinträchtigt wird.

Le prix Wakker 1990 à Montreux

La Ligue suisse du patrimoine national (LSP) décernera son prix Wakker 1990 à la Ville de Montreux. Cela en reconnaissance des efforts faits pour veiller sur la structure architecturale de cette cité fortement marquée par le tourisme du XIX^e siècle. Le changement de conceptions manifesté il y a quelques années, du côté des autorités comme de la population, compense, de l'avis de la LSP, les quelques péchés urbanistiques du passé. Le prix Wakker doit favoriser ce changement.

Montreux a connu son principal essor lors de la *construction hôtelière* de la fin du XIX^e siècle. Une première crise ébranla l'hôtellerie au début de la première guerre, quand les riches étrangers – nobles et grands financiers – quittèrent le pays. A partir de 1950 s'amorça un nouvel essor de la construction, qui a engendré ici et là de brutales et inesthétiques irruptions dans un tableau urbain légèrement et sympathiquement anarchiant, mais d'autant plus suggestif. Le tournant a été pris avec la restauration et la reconstitution du *marché couvert*, datant du siècle dernier et qui devait être sacrifié à un parc de stationnement. Actuellement, 39 édifices sont classés et une cinquantaine d'autres ont été proposés au Conseil d'Etat pour leur admission dans l'inventaire cantonal.

Le *chemin de fer* entré en service en 1861, qui établissait des liaisons avec l'Allemagne et la France, eut une part très importante au développement touristique de Montreux. La douzaine d'hôtels s'élevèrent d'abord le long de cette voie, puis sur les hauts après la construction de quatre lignes

de montagne entre 1883 et 1900. En 1880 fut inauguré un tram électrique sur la route Vevey–Montreux, et jusqu'au *château de Chillon*. Dans les années, la ligne Montreux–Blonay–Vevey raccorda les pentes sur une plus grande surface, et celle du pays d'Enhaut fit la liaison avec Château-d'Œx et les Alpes situées à l'est.

En 1830 encore, il y avait sur le territoire de la commune actuelle une vingtaine de hamiaux, plus ou moins importants, à partir desquels on cultivait les terres environnantes. Et en 1761 déjà, Jean-Jacques Rousseau avait éveillé l'intérêt, par son roman «*Julie ou la Nouvelle Héloïse*», pour la région montreusienne dont il faisait une description idéalisée.

Du fait qu'un tiers environ de l'activité de Montreux est d'ordre touristique, sa structure urbaine devrait être un peu mieux assurée. Aussi le prix Wakker, parallèlement à la croissante compréhension qui se fait jour pour le charme des temps évoqués, doit-il concourir à ce que les valeurs architecturales retiennent aussi l'attention qui leur est due.



Wakker-Preis 1990 an Montreux

shs. Der Schweizer Heimatschutz (SHS) wird den Wakker-Preis 1990 der Stadt Montreux übergeben. Er anerkennt damit deren Bestrebungen zur Pflege der vom Tourismus des 19. Jahrhunderts geprägten baulichen Struktur. Die vor einigen Jahren eingetretene Wende in den Auffassungen von Bevölkerung und Behörden wiegt nach Meinung des SHS gewisse vorangegangene städtebauliche Sünden auf. Der Wakker-Preis soll helfen, diese Wende zu festigen.

Montreux erlebte seinen prägenden Entwicklungsschub im Hotelbau des ausgehenden 19. Jahrhunderts. Eine erste Krise erschütterte die Hotelleiterie mit dem Beginn des 1. Weltkrieges, als die Gäste aus Adel und Hochfinanz des Auslandes wegblieben. Ab 1950 setzte anderseits eine er-

hebliche Bauentwicklung ein, die stellenweise unschöne Einbrüche in das auf sympathische Weise leicht anarchische, aber um so anregendere Stadtbild provozierte. Die Wende kam mit der Restaurierung und dem Wiederaufbau der offenen Markthalle aus dem letzten Jahrhundert, die zu-

gunsten eines Parkplatzes zum Abbruch bestimmt gewesen war. Heute stehen 39 Bauten unter Schutz und rund 50 weitere sind beim Regierungsrat zur Aufnahme in das Inventar beantragt.

Einen erheblichen Anteil an der touristischen Entwicklung hatte die 1861 in Betrieb genommene Eisenbahn, die Verbindungen zu Deutschland und Frankreich herstellte. Die Dutzende von Hotels entstanden zuerst entlang ihrer Geleise, und nach dem Bau von vier Bergbahnen zwischen 1883 und 1900 auch in höheren Lagen. 1880 wurde zudem eine elektrische Strassenbahn von Vevey durch Montreux zum Schloss Chillon eröffnet. In den Jahren erschloss die Bahn Montreux–Blonay–Vevey die Hänge grossflächiger, und diejenige ins Pays d'Enhaut stellt die Verbindung nach Châ-

teau-d'Œx und in die östlicher gelegenen Alpen her.

Noch 1830 gab es auf dem Gebiet der heutigen Gemeinde rund 20 kleinere oder grössere Weiler, von denen aus das umliegende Land bewirtschaftet wurde. Bereits 1761 hatte Jean Jacques Rousseau in seinem Roman «Julie ou la Nouvelle Héloïse» durch eine idealisierende Darstellung das Interesse an der Gegend von Montreux geweckt. Da sich etwa ein Drittel der wirtschaftlichen Aktivität von Montreux im Tourismus abspielt, dürfte dessen Struktur einigermassen gesichert sein. Zusammen mit dem am Ort wachsenden Verständnis für den Charme der betreffenden Epoche soll der Wakker-Preis helfen, dass auch die baulichen Werte gebührende Beachtung finden.

Aus dem Zentralvorstand SHS

Ja zur Alpeninitiative

ti. An seiner letzten Sitzung hat der Zentralvorstand des Schweizer Heimatschutzes (SHS) einstimmig beschlossen, die Alpeninitiative zu unterstützen. Diese will den Alpenraum vor den Folgen des Transitverkehrs schützen.

Die Initiative, welche im Mai 1989 von einem aus Wallisern, Tessinern und Bündnern bestehenden Komitee lanciert worden war, möchte die Bundesverfassung durch einen neuen Artikel 36^{quater} ergänzen. Sie trägt folgenden

Wortlaut

- «1. Der Bund schützt das Alpengebiet vor den negativen Auswirkungen des Transitverkehrs. Er begrenzt die Belastungen durch den Transitverkehr auf ein Mass, das für Menschen, Tiere und Pflanzen sowie deren Lebensräume nicht schädlich ist.
2. Der alpenquerende Gütertransitverkehr von Grenze zu Grenze erfolgt auf der Schiene. Der Bundesrat regelt die notwendigen Massnahmen auf dem Verordnungsweg. Ausnahmen sind nur zulässig, wenn sie unumgänglich sind. Diese müssen durch ein Gesetz näher bestimmt werden.
3. Die Transitstrassen-Kapazität im Alpengebiet darf nicht erhöht werden. Ausgenommen sind Umfahrungsstrassen zur Entlastung von Ortschaften vom Durchgangsverkehr.»

In der Übergangsbestimmung wird verlangt, dass der Gütertransitverkehr auf die Schiene 10 Jahre nach Annahme der Initiative abgeschlossen sein muss.

Budget und Bott

Sodann genehmigte der Zentralvorstand SHS das Budget

1990, das bei einem Aufwand von 1,13 Mio und einem Ertrag von 1,02 Mio mit einem Fehlbetrag von 113000 Franken rechnet. Ferner verabschiedete er den «Terminkalender» 1990. Dieser sieht für den 19. und 20. Januar eine Klausurtagung über Verbandsmanagement, am 16. Juni die Delegiertenversammlung und am 15./16. September den *Jahresbott im Kanton Bern* vor. Seine eigenen Sitzungen setzte der ZV auf den 24. März und 1. Dezember fest.

Heimatschutzpreis 1990

Nach ausführlichen Präsentationen der ins Auge gefassten Kandidaten und einer lebhaften Diskussion wurde im weitern beschlossen, den diesjährigen Wakker-Preis der *Stadt Montreux* zuzusprechen (siehe separate Mitteilung). Der *Heimatschutzpreis* 1990 geht an den «Verein Grüne Bucht Spiez», der sich seit rund 12 Jahren nebenamtlich für die Erhaltung der Spiezer Bucht gegen starke wirtschaftliche Interessen einsetzt. Zugleich erhöhte der ZV die Preissumme für den Heimatschutzpreis auf 5000 Franken.

Talerhauptobjekt 1991

Zuhanden der Talerkommision für Heimat- und Naturschutz verabschiedete er darauf seinen Antrag für das Hauptobjekt 1991. Demnach wird dieses der *Baukultur im Berggebiet* gewidmet sein. Schliesslich wählte der Zentralvorstand *Dr. René Huber*

als Nachfolger von Hans Gattiker in die Talerkommision.

Beschwerden und Beiträge

Schliesslich nahm das Gremium Kenntnis von 13 *Beschwerden*, die der SHS in den letzten Monaten gegen ver-

schiedene Vorhaben eingereicht hatte und gewährte es eine Reihe von Beiträgen: 2500 Franken an das Filmprojekt «Mühle Thun» und gut 55'000 Franken für Gebäude-novationen in den Kantonen Tessin und Graubünden sowie für Projektwettbewerbe in den Kantonen Bern und Aargau.

Skipisten und Landschaftsschutz

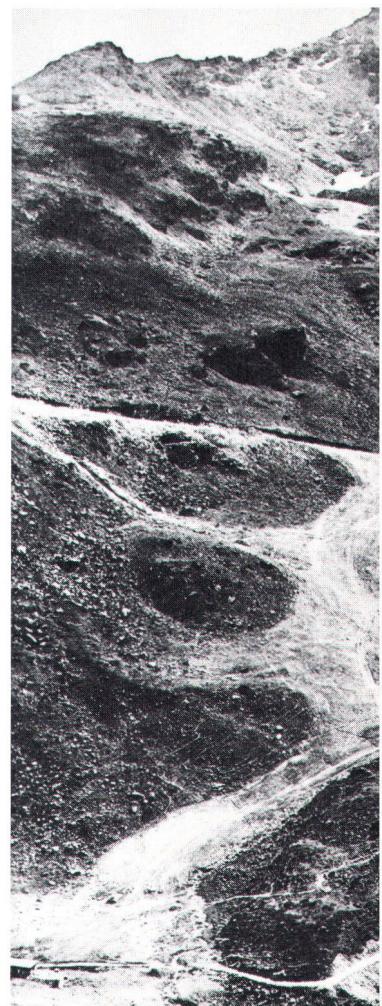
Gesetze besser anwenden

shs. Der Schweizer Heimatschutz (SHS) verlangt in seiner Vernehmlassung zu den Richtlinien betreffend skisportbedingter Landschaftseingriffe in erster Linie eine konsequente Anwendung der bestehenden Gesetze. Richtlinien dürfen nicht an die Stelle des Gesetzesvollzuges treten. Illegale Eingriffe sind nach Meinung des SHS nicht länger hinzunehmen.

Im Auftrag des Eidgenössischen Departements des Innern hat das Bundesamt für Umwelt, Wald und Landschaft (BUWAL) die Richtlinien über Eingriffe im Interesse des Skisportes von 1979 überarbeitet und nun den interessierten Kreisen zur Vernehmlassung vorgelegt.

Der SHS stellt in seiner Vernehmlassung fest, dass betreffend des Vollzuges der bestehenden Gesetze ein eigentliches Defizit herrscht: entweder werden bundesrechtliche, kantonale oder kommunale Bewilligungen allzu leichtfertig erteilt, oder es werden sogar illegale Landschaftsein-

griffe vorgenommen und geduldet. Der SHS tritt aus diesen Gründen vehement für eine konsequente und strenge Handhabung der bestehenden



Solche Planierungen, wie sie seinerzeit am Corvatsch durchgeführt wurden, dürfen nach Auffassung des SHS nicht mehr hingenommen werden (Bild Roelli).

Gesetze zum Schutze der Natur und Landschaft ein. Da Richtlinien *unverbindlich* sind, dienen sie nur der Illustration. Sie dürfen folglich keinesfalls an die Stelle von Gesetzen beziehungsweise des Gesetzesvollzuges treten. Eingriffe wie Planierungen, Einrichtung von Schneekanonen, Beseitigung von Bäumen, Hecken und Geländeelementen, Erstellen von Bauten, Skiliften sowie Wegen haben für den Naturhaushalt im empfindlichen hochalpinen Gelände meist sehr schwerwiegende Folgen. Skifahren sollte möglich bleiben – dazu muss aber nicht die letzte Unebenheit aus der Superbreit-Piste weggelängt werden!



L'«initiative des Alpes» doit protéger les territoires alpestres des conséquences – notamment en matière de constructions – du trafic de transit. Ici, le côté sud du col du St-Gothard et du tunnel.

Die Alpeninitiative will den Alpenraum vor den (unter anderem baulichen) Folgen des Transitverkehrs – hier der Südausgang des Gotthard-Passes und -Tunnels – schützen (Archivbild SHS).

Au comité central LSP

Oui à l'«initiative des Alpes»

ti. Lors de sa dernière séance, le comité central de la Ligue suisse du patrimoine national (LSP) a décidé à l'unanimité de soutenir l'initiative dite des Alpes, qui entend protéger le domaine alpestre des effets du trafic de transit.

Cette initiative, lancée en mai 1989 par un comité groupant des Valaisans, des Tessinois et des confédérés, a pour objectif de compléter la Constitution fédérale par un nouvel *article 36 quater*. Sa teneur est la suivante:

1. La Confédération protège la région alpestre contre les nuisances de la circulation de transit. Elle limite les effets nuisibles du trafic dans une mesure qui les rende non dommageables à l'homme, à la faune et à la flore, ainsi qu'à leur cadre de vie.
 2. Le transit des marchandises à travers les Alpes, d'une frontière à l'autre, se fait par rail. Le Conseil fédéral prend les mesures nécessaires par voie d'ordonnance.
- Des exceptions ne sont admises que si elles sont indispensables; elles doivent être précisées par une loi.
3. La capacité des voies de transit dans la région des Alpes ne peut pas être augmentée. Sont exceptées les routes de contournement destinées à soulager les localités de la circulation de transit.»

Une *disposition transitoire* exige que le transit des marchandises par rail soit réalisé dans les 10 ans qui suivront l'adoption de l'initiative.

Budget et Journée du patrimoine

La CC a aussi approuvé le budget 1990, qui avec 1,13 mil-



De l'avis de la LSP, de pareils travaux d'aplanissement, tels qu'ils ont été exécutés au Corvatsch, ne peuvent plus être tolérés.

lion aux dépenses et 1,02 million aux recettes présente un déficit de 113 000 francs. Le «calendrier» 1990 a été établi comme il suit: les 19 et 20 janvier, colloque sur la direction d'association; le 16 juin, assemblée des délégués; les 15 et 16 septembre, Journée du patrimoine national dans le canton de Berne. Le CC a fixé ses propres réunions aux 24 mars et 1^{er} décembre.

Prix LSP 1990

Après la présentation détaillée des candidatures entrant en ligne de compte et une discussion animée, il a été décidé de décerner le prix Wakker de cette année à la *Ville de Montreux* (V. communication séparée). Le *prix LSP 1990* a été attribué à l'Association «Grüne Bucht Spiez», qui depuis une douzaine d'années combat bénévolement pour la préservation de la baie de Spiez contre de puissants intérêts économiques. En outre, le CC a porté le montant de ce prix à 5000 fr.

Ecu d'or 1991

A l'intention de la commission de l'Ecu d'or pour la protection du patrimoine et de la nature, le CC a formulé sa proposition concernant l'objectif principal 1991: ce sera le *patrimoine culturel en région de montagne*. D'autre part, le CC a nommé M. René Huber comme successeur de M. Hans Gattiker à la commission de l'Ecu d'or.

Recours et subsides

Enfin, le CC a pris connaissance de 13 *recours* que la LSP a déposés au cours des derniers mois contre divers projets, et a alloué une série de *subsides*: 2500 fr. pour le projet de film «Mühle Thun», et 55 000 fr. pour des restaurations d'édifices dans les cantons du Tessin et des Grisons, et pour des concours de projets dans les cantons de Berne et d'Argovie.

Colloque de la Ligue et ses sections

Davantage de «management»

La façon de conduire le travail d'une association est une chose qui s'apprend. Et cela en vaut la peine. A l'avenir, l'efficacité des organisations en dépendra de plus en plus. C'est pourquoi le troisième colloque de Hünigen de la Ligue suisse du patrimoine national (LSP), du 19 au 20 janvier 1990, s'est occupé de cette possibilité de devenir plus performant.

Ce colloque, présidé par *M. Silvio Keller* et auquel ont pris part quelque 60 représentants de 18 sections, n'avait pas seulement pour but d'enseigner, et de favoriser le échanges d'expériences, mais surtout de montrer qu'aujourd'hui, même dans une association à but idéal, on ne peut guère se passer de méthodes professionnelles de direction.

Recettes pratiques

Comme l'a souligné, dans un exposé introductif, *M. S. Kohler*, du Groupe-conseil pour le management d'association (Berne), il est avant tout nécessaire, là comme partout, de fournir des prestations convaincantes. Ce qui exige bien davantage que de l'esprit communautaire; c'est-à-dire que le travail doit être planifié, productif, conforme aux besoins, imaginatif et économiquement efficace. Répondre aux besoins signifie par exemple exercer sur les membres un attrait, les inciter à collaborer, leur offrir de l'utile et de l'intéressant. Toute prestation est fortement influencée par la structure de l'association et par les personnes qu'elle encadre, aussi l'organisation interne et les instruments de direction revêtent-ils une grande impor-

tance. Il faut des *directives* claires et impératives, une politique d'association fixée par écrit, des plans d'activité annuels, etc. Avec des appels à la solidarité et à la coresponsabilité, on n'avance par plus qu'avec des initiatives individuelles qui restent sans suite ou avec de la propagande n'ayant pas pour assise un comportement convaincant. Quant au *recrutement de membres*, il faut savoir le diversifier en fonction des milieux visés. Il est nécessaire aussi de chercher des «créneaux» libres et d'avoir l'exclusivité de certains domaines, et pour cela d'agir avec dynamisme par des méthodes de professionnels.

Sections modèles

Sous le titre «*C'est ainsi que nous faisons à...*», trois représentants de section ont montré que dans la famille LSP on travaille déjà, intensément et avec succès, d'après les nouvelles méthodes. *M. Jacques Bonnard* a présenté trois activités principales de la section vaudoise: d'abord, une surveillance constante de ce qui se passe en matière de construction, avec un système d'alarme, d'expertise-conseil et de recours; on cherche en outre, par des conférences, des

excursions et des voyages, à sensibiliser la population et des spécialistes; et l'on dispose d'une commission permanente qui se consacre aux questions de construction et de planification. Enfin, un «groupe de réflexion interne» examine à la loupe l'association et son activité.

M. Pietro Riniker, de la section argovienne, a fait rapport sur l'activité extraordinairement fructueuse d'un spécialiste engagé à temps partiel avec rémunération. Il se consacre à la formation (cours pour instituteurs, colloques pour spécialistes, etc.), au recrutement de membres et aux contacts avec divers services officiels, déchargeant ainsi les organes bénévoles et contribuant beaucoup à la «dynamisation» de la section. Dans les secteurs de l'administration, des communications internes et des organes de recours organisés par districts, les instruments électroniques les plus perfectionnés (ordinateurs, télecopieurs) ont été introduits. La section grisonne, qui s'est acquis beaucoup de prestige ces dernières années, accorde une importance particulière, selon sa présidente *Mme Rita Cathomas*, au fait de s'occuper régulièrement d'architecture contemporaine; elle organise à cet effet des rencontres, des conférences et des visites guidées, encourage la mise sur pied de concours d'architectes, dispose d'une bureau technique bien organisé, délimite nettement son domaine par rapport à celui d'autres associations, mène une politique de critique constructive, et n'intervient que lorsqu'elle se sent portée par la population autochtone. Cette section ac-

corde beaucoup d'importance aussi à l'efficacité de la direction d'association.

Qu'est-ce qui cloche?

D'un sondage parmi les participants du colloque est résulté un jugement plutôt mitigé quant à la situation actuelle de la Ligue suisse. On a néanmoins jugé positives la façon dont elle concentre ses activités, la bonne collaboration interne, ainsi que son excellente réputation auprès des autorités, et l'ouverture des médias à son égard. Tout cela est aussi apparu dans les discussions au sein des groupes, consacrées aux problèmes de direction et au recrutement de membres. Ce qui semble poser des problèmes particulièrement difficiles, c'est l'*«image»* de la Ligue, et le recrutement de membres disposés à collaborer activement; il est toutefois possible d'y remédier par la contribution de dames, de vétérans et de juniors, ainsi que par une organisation attrayante des activités. Un exposé de *M. K. Kunkel*, de l'Union Helvetia (syndicat du personnel des hôtels et restaurants) a montré que des problèmes analogues se posent dans des associations même très différentes. Après que *M. Emil Schaffer*, président de la commission fédérale pour la protection de la nature et du patrimoine, eut présenté cet organe et appelé les représentants de la LSP à poursuivre leurs objectifs, sur le plan pratique, avec opiniâtreté, la dernière partie du colloque a été consacrée au rôle de la LSP en 1991 (*700e anniversaire de la Confédération*). Nous reviendrons là-dessus dans le prochain numéro de «Sauvegarde». *Marco Badilatti*

Seminar des Schweizer Heimatschutzes und seiner Sektionen

Mehr Management im Verband

Wie man die Arbeit eines Vereins oder Verbandes effizient gestaltet, lässt sich lernen. Und es lohnt sich, dies zu tun. Denn davon hängt der Erfolg einer Organisation je länger, desto mehr ab. Die dritte Hüninger Tagung des Schweizer Heimatschutzes (SHS) vom 19. und 20. Januar 1990 befasste sich daher mit den Möglichkeiten einer solchen Effizienzsteigerung.

Die von rund 60 Vertretern aus 18 Sektionen besuchte Veranstaltung unter der Leitung von *Silvio Keller* wollte nicht nur Wissen vermitteln und den Erfahrungsaustausch fördern, sondern vor allem aufzeigen, dass man heute auch in einer ideellen Vereinigung ohne professionelle Führungsmethoden kaum mehr auskommt.

Tips für die Praxis

Wie *S. Kohler* von der Beratergruppe für Verbandsmanagement (Bern) in einem einleitenden Referat betonte, müsse hier wie überall vorab eine überzeugende *Leistung* erbracht werden. Und diese bedürfe mehr als der Vereinsgeselligkeit, sondern wolle geplant, produktiv, bedarfsgerecht, ideenreich und wirtschaftlich sein. Zudem gelte es, bedürfnisorientiert vorzugehen, was etwa bedeute, Anreize zu schaffen für Mitglieder, sie mitwirken zu lassen, ihnen Nützliches und Interessantes anzubieten. Jede Leistung wird stark beeinflusst von den *Strukturen und Personen*, die hinter ihnen stehen, weshalb der inneren Organisation und den Führungsinstrumenten grosse Bedeutung kommt. Hierher gehören klare und verbindliche *Leitbilder*,

eine schriftlich niedergelegte Verbandspolitik, jährliche Tätigkeitspläne usw. Mit Appellen zur Solidarität und Mitverantwortung sei es ebenso wenig getan wie mit spektakulären Einzelaktionen, denen die Dauer fehle, oder mit Werbemaßnahmen, denen kein glaubwürdiges Verhalten zugrunde liege. Auch müsse bei der *Mitgliederwerbung* differenziert und nach Empfängerkreisen individuell vorgegangen werden. Zudem gelte es, «Marktlücken» zu suchen, exklusiv zu sein und dabei professionell und dynamisch vorzugehen.

Muster-Sektionen

Unter dem Titel «*So machen wir's in...*» belegten anschliessend drei Sektionsvertreter, dass in der Heimatschutz-Familie schon da und dort intensiv und mit Erfolg nach neuzeitlichen Führungsmethoden gearbeitet wird. *Jacques Bonnard* führte dabei drei Tätigkeitsschwerpunkte der Sektion Waadt an: Erstens die dauernde Beobachtung des Baugeschehens im ganzen Kanton mittels eines regionalen Alarm-, Beratungs- und Beschwerdesystems. Daneben wolle man durch Vorträge, Exkursionen und Reisen zur Sensibilisierung der Bevölke-

rung und von Fachleuten beitragen. Als drittes habe man eine ständige Kommission, die sich mit Fragen des Bau- und Planungswesens befasse. Schliesslich nehme ein «groupe de reflexion interne» den Verein und seine Arbeit unter die Lupe.

Dr. Pietro Riniker, Präsident der Sektion Aargau, berichtete über den äusserst befruchtenen Einsatz eines teilzeitlich und auf Honorarbasis verpflichteten Sachbearbeiters. Er widmet sich der Bewusstseinsbildung (Lehrerfortbildungskurse, Fachtagungen usw.), der Mitgliederwerbung sowie der Kontaktpflege zu verschiedenen Stellen, entlastet so die ehrenamtlichen Organe und trägt wesentlich zur Dynamisierung des Vereins bei. Im Bereich der Administration, der internen Kommunikation und des bezirksweise organisierten Beschwerdewesens würden mit Erfolg modernste elektronische Mittel (Computer, Telefax) eingesetzt. Die Sektion Graubünden, die in den letzten Jahren erheblich an Prestige gewonnen hat, legt laut deren Präsidentin, *Rita Cathomas*, besonders Wert auf die kontinuierliche Beschäftigung mit der zeitgenössischen Architektur. Sie veranstaltet dazu Tagungen, Vorträge und Führungen, hilft bei Wettbewerben mit, führt eine gut ausgebauten Bauberatung, grenzt sich klar ab gegenüber andern Organisationen, verfolgt einen Kurs der aufbauenden Kritik und setzt sich nur dort ein, wo sie sich getragen weiss von der einheimischen Bevölkerung. Gross geschrieben wird in dieser Sektion auch eine effiziente Vereinsführung.

Wo drückt der Schuh?

Eine *Umfrage* unter den Tagungsteilnehmern ergab eine insgesamt eher kritische Beurteilung der derzeitigen Lage des Gesamtverbandes. Positiv vermerkt wurden jedoch die Schwerpunktbildung seiner Tätigkeit, die gute interne Zusammenarbeit sowie der hohe Bekanntheitsgrad bei Behörden und die Akzeptanz in den Medien. Dies kam ebenfalls in den *Gruppenarbeiten* zutage, welche sich Problemen der Führung und der Mitgliederwerbung widmeten. Als besonders schwierig scheint sich die Profilierung des Heimatschutzes und die Gewinnung vor allem mitarbeitswilliger Mitglieder zu gestalten. Durch den vermehrten Bezug von Frauen, Senioren und Jugendlichen sowie durch eine attraktive Arbeitsorganisation könne dem jedoch entgegengewirkt werden. Dass allerdings auch andere Verbände nur mit Wasser kochen, ging aus einem Referat von *K. Kunkel* der Union Helvetia (Verband des Gastgewerbe-Personals) hervor.

Nachdem *Emil Schaffer*, Präsident der Eidgenössischen Natur- und Heimatschutzkommision, seine Institution vorgestellt und die Heimatschutz-Vertreter aufgerufen hatte, ihre Ziele in der Praxis hartnäckig zu verfolgen, war der letzte Teil der Tagung der Rolle des Schweizer Heimatschutzes im *Bundesjubiläumsjahr 1991* gewidmet. Darauf wird in der nächsten Nummer zurückzukommen sein.

Marco Badilatti

Klare Ergebnisse einer Umfrage

Schoggitaler ist beliebt

Der Schoggitaler wird auch in Zukunft aluminiumverpackt angeboten werden. Eine Studie, mit der die Beliebtheit des Talers, aber auch mögliche Alternativen im Markt untersucht wurden, belegt deutlich, dass die bewährte Mittelbeschaffungsaktion für den Heimat- und Naturschutz keinesfalls ersetzt werden kann und darf. Grund für das umfangreiche Marktforschungsprojekt war unter anderem die Kritik seitens von Verkäufern und einzelner Käufer an der *Aluminiumverpackung*. Die Überprüfung von qualitativ der Alu-Verpackung ebenbürtigen Materialien mittels einer Ökobilanz ergab allerdings ein klares Resultat.

Alu ja oder nein?

Die Aluminiumfolie ist jene Verpackung, die von den getesteten Materialien (Karton, mit Kunststoff beschichtete Papierfolie und Alu) Wasser und Luft gering belastet. Weder eine *Kartonverpackung* mit Goldprägung, noch eine vierfarbige *Papier-Kunststoff-Verpackung* des Talers wurden nur annähernd so gut beurteilt wie der aluminiumverpackte Taler. Auch die dritte Variante, ein *Schlüsselanhänger* aus Metall (statt Schokolade) vermochte nicht zu überzeugen. Vier Fünftel der befragten Käufer waren nicht in der Lage, irgendwelche Kritik am Taler zu üben. Die Tests zeigten im Gegenteil, dass sich dieser in der Bevölkerung nach wie vor grosser Beliebtheit erfreut, als etwas Besonderes angesehen wird und dass auch dessen Zweckbestimmung durchaus wahrgenommen und akzeptiert wird. Während das Alu-Problem aufgrund der heutigen Recycling-Möglichkeiten als eher unwesentlich betrachtet wurde, wünschten sich mehr Konsumen eine bessere Scho-

koladenqualität, da der Taler häufig auch als Geschenk eingesetzt wird.

Zuwenig Verkäufer

Wenn der Talerverkauf da und dort dennoch stagniert oder zurückgeht, so scheint das ausschliesslich auf *mangelnde Kaufgelegenheiten* der Bevölkerung zurückzuführen sein. Es zeigte sich zudem, dass mindestens zwei Drittel der Befragten bereit wären, für den Taler bis zu 3 Franken zu bezahlen. Trotz der Beliebtheit des Schoggitalers sind Anstrengungen notwendig, die die beiden Umweltverbände, Schweizer Heimatschutz und Schweizerischer Bund für Naturschutz, als Träger der jährlichen Taleraktion, zu zeitgemässen und zukunftsorientierten Organisationen werden lassen. Beide Verbände wurden von den Befragten als zu traditionalistisch und konservativ beurteilt – es fehle an Aktualität und Dynamik. In bezug auf die weiteren Chancen der Taleraktion muss langfristig mit einer *abnehmenden Spendefreudigkeit* gerechnet werden, da die Schweizer Bevölkerung sich



45 Jahre im Dienste des Schoggitalers

Am Donnerstag, 11. Januar 1990 wurde in Peist GR Fräulein Anni Brunold, alt Handarbeitslehrerin, für ihre 45jährige freiwillige Mithilfe beim Schoggitaler-Verkauf geehrt. Fräulein Brunold ist seit Anbeginn dabei und gilt damit als älteste Bündner Mithelferin. Fräulein Brunold wurde vom Bündner Organisator Michel Kenedy aus Zuoz und von der Leiterin des schweizerischen Talerbüros in Zürich, Frau Lotti Rettich, mit einer wunderschönen Schatulle aus Engadiner Arvenholz überrascht.

(Bild M. Kenedy-Späti)

immer mehr ideellen Sammlungen gegenüber sieht.

Die Mitglieder des Schweizer Heimatschutzes können die Studie «Alternativen zum Schoggitaler» beim Talerbüro, Merkurbüro, Merkurstr.45, 8032 Zürich, anfordern.

Neuer Preis und neuer Leiter

Inzwischen haben die Verantwortlichen für den Talerver-

kauf den Preis des Schoggitalers ab 1990 auf 3 Franken festgelegt. – Die langjährige Leiterin des Talerverkaufes, Frau Lotti Rettich hat demissioniert. In kontinuierlicher Arbeit hat sie in den letzten Jahren die Verkaufsorganisation erweitert, und mit ihrer spontanen, aber bestimmten Art hat sie in unzähligen persönlichen Gesprächen viel für den Schoggitaler geleistet. Wir danken Frau Rettich herzlich. Neuer Leiter des Talerverkaufes wird Herr Chris Leemann aus Rheinfelden.

Versteigerung für den SHS

Liebe Leserin, lieber Leser! Von verschiedenen Hilfswerken wurde Ende 1989 «Das andere Auktionshaus» in Zürich gegründet. Dies mit dem Ziel, gespendete Gegenstände mit einem gewissen minimalen Wert (z.B. Sammlerobjekte wie Kunstgegenstände, Bücher, Uhren, Schmuck etc.) zu versteigern und den Erlös dem vom Spender bestimmten Hilfswerk zukommen zu lassen. Die erste derartige Auktion soll im April 1990 durchgeführt werden. Wenn Sie also «Wert»-Gegenstän-

de besitzen, von denen Sie sich trennen möchten und deren Ertrag Sie dem Schweizer Heimatschutz spenden wollen, so setzen Sie sich doch einfach einmal mit:

«Das andere Auktionshaus»
Rolandstr.27
Postfach 135
8026 Zürich

Tel. 01 241 61 30

in Verbindung. Für eine eventuelle Spende Ihrerseits dankt Ihnen der Schweizer Heimatschutz jetzt ganz herzlich!

VERANSTALTUNGEN

Glarner Heimatschutz

19. Mai 1990, nachmittags, im «Glarnerhof» Glarus: Hauptversammlung mit Orientierung über die «Aktion Begegnung 1991» durch H. U. Glarner.

Kulturgüterschutz

Kolloquien über Operationelle Farbphotokopie und Kulturgüterschutz-Massnahmen des Objekt-Chefs am 27.4. (Châtel-St-Denis), 18.5. (Ilanz), 22.6. (Uster), 21./22.9. (Faido), 26.10. (Rolle), 23.11. (Zofingen).

Nets résultats d'un sondage

Les écus de chocolat restent populaires

On continuera d'offrir des écus de chocolat habillés d'aluminium. Un sondage sur la popularité des écus d'or, mais aussi sur la possibilité de leur substituer autre chose, montre clairement que la traditionnelle collecte pour la protection du patrimoine et de la nature ne peut ni ne doit être remplacée. La raison de cette vaste étude de marché a été, entre autres, les critiques de certains vendeurs et acheteurs à propos de l'enveloppe d'aluminium. L'examen, du point de vue écologique, d'autres matériaux équivalents, a donné un résultat nettement négatif.

Alu: oui ou non?

L'habillage d'aluminium reste celui qui parmi les matériaux testés (carton, feuille de papier fourrée de matière plastique, et aluminium), pollue peu l'air et l'eau. Ni l'enveloppe de carton avec surimpression dorée, ni celle de papier et plastique, n'ont été jugées aussi bonnes, tant s'en faut. Même la troisième possibilité – un porte-clés de métal au lieu de chocolat – n'a pu emporter l'adhésion. Quatre acheteurs sur cinq n'ont pu formuler quelque critique que ce soit contre les écus d'or. Le sondage a montré au contraire que ceux-ci restent très appréciés dans la population, y sont considérés comme quelque chose de très particulier, et que le but de l'opération est parfaitement compris et admis. Alors que le problème de l'aluminium est considéré, vu les possibilités actuelles de recyclage, comme plutôt secondaire, la plupart des consommateurs souhaiteraient une meilleure qualité de chocolat, car les écus d'or sont souvent utilisés aussi comme cadeaux.

Trop peu de vendeurs

Si la vente de l'Écu d'or, ici et

là, stagne ou même est en recul, cela semble dû exclusivement au manque d'occasions d'achat pour le public. Il s'est avéré aussi que les deux tiers au moins des personnes interrogées seraient disposées à payer jusqu'à 3 francs l'écu. Malgré la popularité de l'Écu d'or, des efforts sont nécessaires pour faire des deux associations de protection de l'environnement que sont la *Ligue suisse de patrimoine national* et la *Ligue suisse pour la protection de la nature*, responsables de la vente, des organisations adaptées au temps et tournées

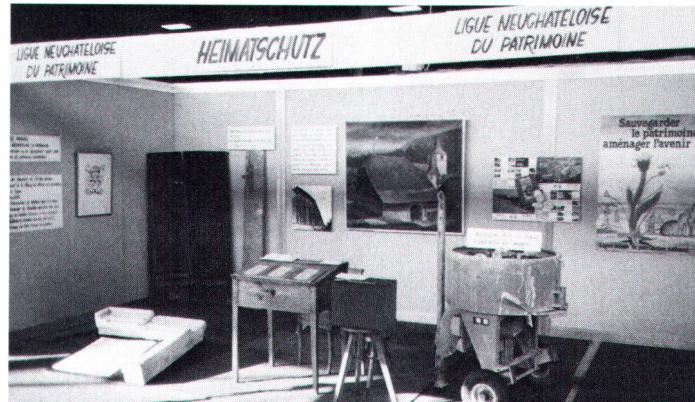
vers l'avenir. Elles ont été qualifiées par les personnes interrogées de trop traditionalistes et conservatrices; il leur manquerait du dynamisme et le sens de l'actualité. En ce qui concerne les chances d'avenir de l'Écu d'or, il va falloir compter, à longue échéance, avec une diminution du plaisir de donner, car le public est de plus en plus sollicité par des collectes à but idéal.

Les membres de la Ligue suisse du patrimoine national peuvent commander la brochure «Alternativen zum Schoggital-

ler» au bureau de l'Écu d'or, Merkurstr. 45, 8032 Zürich.

Nouveau prix et nouvelle direction

Entre-temps, les responsables de la vente de l'Écu d'or ont fixé le prix de l'écu de chocolat à 3 francs, dès 1990. – Longtemps directrice de la vente, Mme *Lotti Rettich* a démissionné. Elle a travaillé sans désemparer, ces dernières années, à étendre l'organisation de vente, et, dans son style spontané mais décidé, a eu d'innombrables entretiens personnels qui ont fait beaucoup pour l'Écu d'or. Nous l'en remercions chaleureusement. Le nouveau directeur de la vente est M. *Chris Leemann*, de Rheinfelden.



*Le stand de la section neuchâteloise.
Der Stand der Sektion Neuenburg.*

Bon écho

La Ligue neuchâteloise se présente

C.R. Sur l'initiative des autorités communales s'est tenu du 10 au 12 novembre dernier à La Chaux-de-Fonds le premier salon de la vie associative (VAL) groupant une centaine de sociétés et d'associations à but non lucratif. Une occasion pour le Heimatschutz de se présenter. Différentes activités de la section neuchâteloise du Heimatschutz ont été ainsi présentées sur un stand de 6 m sur 3 m:

Protection du Manège, crêpis à la chaux avec la malaxeuse

mise à disposition pour le crépissage, l'Écu d'or, le prix annuel de la section, etc. De splendides volets, une vieille porte en bois, et un très beau linteau trouvés dans des décharges ont sensibilisé un large public à la beauté d'un patrimoine souvent encore ignoré et massacré. Un concours invitait les visiteurs à parcourir les nombreux textes explicatifs du stand. Le résultat de cette première expérience a été très positif.

Vente aux enchères au profit de la LSP

Chers lecteurs et lectrices,

Diverses œuvres d'entraide ont fondé à Zurich «Das andere Auktionshaus». Objectif: vendre aux enchères des objets remis en dons, d'une certaine valeur (par exemple livres, montres, bijoux, etc.), et verser le produit de la vente à l'œuvre désignée par le donateur. La première de ces ventes aura lieu en avril 1990. Si donc vous possédez des objets d'une certaine valeur dont vous désireriez vous défaire, en en faisant bénéficier la LSP, mettez-vous simplement en rapport avec:

«Das andere Auktionshaus»
Rolandstr. 27
Postfach 135
8026 Zurich
Tél. 01/241 61 30.
D'avance un très grand merci pour un éventuel don de votre part à la Ligue suisse du patrimoine national.